



Ch. Chauvel-Gamma

Notre pétrole finance la guerre portugaise

par AQUINO DE BRAGANÇA

Les riches gisements de pétrole de l'Angola intéressent de plus en plus le « Cartel international » de l'or noir, toujours à la recherche de sources nouvelles, notamment en Afrique noire, afin de se prémunir contre les risques découlant de « l'instabilité politique » du monde arabe.

La fermeture du canal de Suez, en 1967, et le boycottage provisoire imposé à certains pays occidentaux, amis d'Israël, qui ont, selon un communiqué publié à l'époque par le groupe « Petrofina », « créé de sensibles perturbations dans l'approvisionnement de l'Europe », ont alarmé les maîtres du Cartel.

L'expansion des grandes sociétés eu-

ropéennes serait en effet inconcevable sans les quelque 900 millions de tonnes de pétrole provenant chaque année du « monde arabe ».

Or, depuis la fameuse nationalisation du canal, le mouvement de libération s'est considérablement développé au Moyen-Orient. La révolution algérienne, hier, et aujourd'hui la résistance palestinienne, ont radicalisé le nationalisme arabe, au point que de nombreux régimes de cette région ne peuvent plus collaborer ouvertement avec le Cartel pétrolier sans courir le risque d'être renversés par des coalitions centre-gauche, ou contestés par des révoltes armées.

Bref, le fabuleux marché pétrolier du

Moyen-Orient a cessé d'être stable. C'est pourquoi le Cartel, soucieux d'assurer la sécurité de son ravitaillement, cherche à obtenir une production dépassant en permanence ses capacités d'absorption.

Le Cartel contrôle directement ou indirectement la quasi-totalité des réserves inexploitées du monde « non socialiste ». Après les avoir longtemps laissés dans l'inactivité, il se lance maintenant dans la prospection des gisements africains.

C'est dans le contexte de cette stratégie du Cartel qu'il faut placer le « boom » du pétrole en Angola.

Depuis les premiers forages effectués dans ce pays par la « Petrofina » (belge) et la « Gulf Oil » (américaine), les progrès techniques ont permis de découvrir de nouvelles nappes. La prospection en Angola, peu importante jusqu'en 1950, faute d'investissements, a fait l'objet d'un regain d'intérêt à la veille de la guerre de Corée, au moment où les impérialismes occidentaux se préparaient à une confrontation avec les Soviétiques et cherchaient à accroître leurs réserves stratégiques.

En 1952, un groupe portugais, la « Carborang », obtint du gouvernement de Lisbonne le droit exclusif des recherches sur tout le territoire angolais, et d'exploiter les gisements pendant une période de cinquante ans.

Mais la production ne commença que quelques années plus tard. Les Portugais s'associèrent à « Petrofina » pour former

ANGOLA

*Le « boom »
du pétrole angolais
permet à l'armée
portugaise
de poursuivre
sa « sale guerre ».*

mettent un développement spectaculaire de la production.

Mais les Belges ne sont plus seuls. Les Américains se taillent maintenant une place privilégiée. Une filiale de la « Gulf Oil » opère dans l'enclave de Cabinda. La concession accordée à ce groupe par Lisbonne, pour une période de cinquante ans, s'étend sur 10 000 km², dont deux tiers au bord de la mer. Les conditions sont exceptionnellement favorables.

La société a en effet « toute liberté de produire, stocker, vendre et exporter toute substance extraite dans la zone accordée ». En échange des redevances de 12,5 % environ de la valeur de ses ventes, qu'elle doit verser aux autorités locales, elle est exonérée de « tous droits, impôts ou taxes de quelque nature qu'ils soient, présents ou futurs » !

En décembre 1966, la « Gulf Oil » a découvert un important gisement de pétrole en mer. Six mois plus tard, ce puits débitait 838 barils par jours. En 1968, la compagnie américaine décida d'y investir la coquette somme de 76,5 millions de dollars. La production, dès cette année-là, fut excellente : 30 000 barils de pétrole brut par jour, soit 1 500 000 tonnes par an. Elle atteint 5 millions de tonnes en 1969, et, pour 1970, on espère une production de 7,5 millions de tonnes.

Le pétrole provient des gisements sous-marins (sables crétacés, peu profonds) situés à 25 km de la côte de Cabinda. Selon les experts américains, il est d'une qualité exceptionnelle, presque sans soufre.

La mainmise du cartel pétrolier

Les installations en construction comprendront un entrepôt de 200 000 tonnes et un oléoduc de 90 cm de diamètre qui permettra le chargement de navires au rythme de 4 200 tonnes à l'heure. De plus, la « Gulf Oil » prévoit la construction d'un port flottant à 14 km de la côte, où pourront accoster les super-pétroliers de 100 000 tonnes !

La mainmise du Cartel pétrolier sur l'Angola s'accroît chaque jour. Après les Belges, les Américains, puis les Britanniques qui se sont associés à la « Petrofina » par le biais de l'« Angola Holding » dont le siège est à Londres, la « Compagnie française des pétroles » obtenait à son tour, en 1968, en asso-

ciation avec l'« Angol », petite société portugaise de distribution, une importante concession de 23 000 km².

La C.F.P. s'est engagée à investir un minimum de 40 millions de francs. Elle a commencé la production dans la région de Mulénos et Imboudeizo.

Elle versera au gouvernement portugais une redevance de 12,5 %, plus une « prime » importante lorsque la production atteindra 50 000 barils par jour.

De plus, un groupe sud-africain, « Induscan International », associé à « Petrofina » et « Angol », a obtenu lui aussi une concession, au sud de Luanda, dans le bassin de la rivière Quanza.

La « modeste » production angolaise est loin d'atteindre celle de la Libye ou de l'Algérie. Elle est néanmoins doublement importante : elle permet d'ores et déjà à l'armée portugaise de poursuivre la « sale » guerre en Angola et à l'industrie portugaise de se passer des importations de pétrole venant du lointain golfe arabe et ainsi d'économiser de précieuses devises.

Elle aura, pour reprendre l'expression d'un grand banquier de Johannesburg, M. Coetzer, une « importance stratégique vitale » pour l'avenir du régime de M. Vorster. « Si l'on sait que nous pouvons obtenir du pétrole auprès des Portugais, dit-il, cela contribuera beaucoup à persuader les pays qui boycottent l'Afrique du Sud de ne pas le faire sérieusement ».

L'Afrique du Sud, qui consomme annuellement 10 millions de tonnes de pétrole, mais ne produit que le dixième de ses besoins, a toujours cherché à se mettre à l'abri d'un éventuel boycottage décidé par l'O.N.U.

A la suite de discrètes négociations menées en 1967, à l'occasion d'une visite officielle à Pretoria du Dr Franco Noqueira, ancien ministre portugais des Affaires étrangères, il fut décidé de développer, dans ce but, la production angolaise.

Tels sont les faits qui expliquent les causes du « boom » de l'or noir en Angola et la politique du cartel international.

Est-il possible de mieux démontrer que les « groupes de pression » du monde dit libre soutiennent financièrement le Portugal de Marcelo Caetano et l'Afrique du Sud de M. Vorster, ainsi que la répression des mouvements nationalistes africains ?

▲▲▲

la « Petrangol », au capital de 25 millions de dollars ainsi répartis : 45 % à la « Petrangol », 6 % au gouvernement portugais et le reste à diverses banques belges et portugaises.

Privilèges américains

La concession accordée à « Petrangol » comprenait une zone située au nord de l'Angola, dans le district du Congo « portugais », une zone dans le sud (district de Quanza) et une zone côtière située entre les bassins de Benguela et Moçamedés.

La « Petrangol » était exemptée de l'impôt de 50 % sur les bénéfices qui frappe l'exportation de l'or noir et le gouvernement portugais se réservait le droit d'acheter 50 % de la production annuelle du pétrole et de ses dérivés.

Après le soulèvement armé des nationalistes angolais en 1961, les portes du vaste empire portugais d'Afrique s'ouvrirent largement aux capitaux étrangers.

Des capitaux belges (plus de 44 millions de dollars) permirent, en 1963, le développement accéléré de la prospection. La production passa de 100 000 tonnes en 1961 à 900 000 tonnes en 1964. Mais, en 1967, elle retomba à un peu plus de 500 000 tonnes. Néanmoins, une série de découvertes, en 1968, dans la région de Guenguela, à 30 kilomètres au sud de Luanda, et des forages en mer effectués en association avec une filiale de la « Texaco » américaine, pro-